

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 octobre 2025

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° I-CF850

présenté par

M. Jean-Pierre Vigier, Mme Corneloup, Mme Petex, M. Cordier, Mme Sylvie Bonnet, Mme Duby-Muller et M. Le Fur

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

I. – À la seconde phrase du deuxième alinéa du 2 de l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts, après le mot :« médical », sont insérés les mots : « , ainsi que les services de livraison de repas à domicile mentionnés au 8° du II de l'article D. 7231-1 du même code qui consistent à assurer, à la résidence, la livraison effective de repas destinés à la consommation du bénéficiaire ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Face aux interprétations restrictives de l'administration fiscale, le présent amendement sécurise l'éligibilité au crédit d'impôt « services à la personne » des prestations de portage de repas à domicile.

En pratique, l'administration fiscale écarte le bénéfice du crédit d'impôt lorsque le contribuable recourt, d'une part, à un prestataire pour le portage de repas et, d'autre part, à un autre prestataire pour une prestation réalisée au domicile. Elle subordonne ainsi l'avantage fiscal à une double condition : (i) la consommation effective d'au moins un autre service à domicile et (ii) l'unicité du prestataire. Or ces exigences ne résultent d'aucune disposition légale.

Ainsi, un contribuable recourant à une société A pour le portage de repas et à une société B pour l'aide à domicile se voit refuser le crédit d'impôt au motif que deux prestataires distincts sont intervenus.

L'article 199 *sexdecies* du CGI prévoit seulement que les prestations soient « comprises dans un ensemble de services incluant des activités effectuées à la résidence ». Il n'impose ni l'unicité de l'opérateur, ni la réalisation par le même prestataire de l'ensemble des services. Comme l'a rappelé

le Conseil d'État, l'administration ne peut, sous couvert de commentaire, « ni ajouter ni retrancher » aux prescriptions de la loi (CE, 30 nov. 2020, n° 442046).

C'est pourquoi, afin de lever toute ambiguïté et mettre fin aux interprétations administratives restrictives, le présent amendement qualifie explicitement le portage de repas comme une activité « réalisée au domicile du contribuable », prise en compte pour l'application du crédit d'impôt, dès lors que la livraison effective des repas intervient au domicile du bénéficiaire. Cette clarification garantit l'accès au crédit d'impôt pour un service essentiel au maintien à domicile des personnes âgées, fragiles ou en perte d'autonomie, sans créer de condition supplémentaire à la loi.